

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 27/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CENTRE OUEST CEREALES**

2 boulevard Marie et Pierre Curie  
86360 Chasseneuil-Du-Poitou

Références : 2026-0234  
Code AIOT : 0010003932

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement CENTRE OUEST CEREALES implanté Prault 37120 Marigny-Marmande. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRE OUEST CEREALES
- Prault 37120 Marigny-Marmande
- Code AIOT : 0010003932
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COC (CENTRE OUEST CÉRÉALES) exploite un silo de stockage en vrac de céréales ainsi qu'une station de préparation et de conditionnement de semences sur la commune de Marigny-Marmande. Elle est autorisée à exploiter ses installations par arrêté préfectoral d'autorisation n° 87-10 du 12 mars 1987, arrêté préfectoral complémentaire n° 88-57 du 19 mai 1988 et arrêté préfectoral complémentaire n° 15472 du 13 décembre 1999.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie : procédures d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/12/1999, article 34	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/03/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande</li> </ul>

- d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, la non-conformité suivante avait été constatée :  
 "Le plan de formation du personnel du site n'est pas tenu à jour et n'inclut pas l'ensemble des formations spécifiques aux risques particuliers liés aux silos de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables."

Par courrier daté du 02/04/2025, l'exploitant a transmis l'attestation de formation "Prévention Risques Incendie Explosion Poussières (IEP) : INITIATION" suivie par le magasinier du site le 11/03/2025 (formation de 7h).

Par courrier daté du 16/05/2025, l'exploitant a transmis les attestations de formations suivantes, suivies par le magasinier du site :

- Formation "Le permis de feu - Maîtrise des risques et prévention des incendies - E-learning" du 15/04/2025 au 15/05/2025 (formation d'1h) ;

- Formation "Conduite de chariot élévateur et de télescopique" du 05/05/2025 (formation de 7h).

L'exploitant a également transmis l'autorisation de conduite des chariots élévateurs et télescopiques établie le 13/05/2025.

Lors de la visite d'inspection du 30/03/2026, l'inspection a consulté le tableau de suivi du plan de formation du magasinier du site. Des formations spécifiques aux risques des stockages d'engrais solides et de produits phytopharmaceutiques ont notamment été suivies en janvier 2026. Deux formations ont été identifiées et restent à programmer : habilitation port du harnais et travail en hauteur, et réception et agréage des céréales et oléoprotéagineux (les basiques).

#### **Conclusion :**

**La non-conformité précédemment identifiée est soldée. Pas de non-conformité constatée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie : procédures d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
  - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
  - les mesures de protection définies à l'article 10 ;
  - les moyens de lutte contre l'incendie ;
  - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant :
  - la procédure d'inertage ;
  - la procédure d'intervention en cas d'auto échauffement.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, la non-conformité suivante avait été constatée :

"Le plan des installations inclus dans les procédures d'intervention du site ne représente pas les mesures de protection définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 (dispositifs de découplage, événements et parois soufflables).".

Par courrier daté du 20/09/2025, l'exploitant a transmis le plan d'intervention du site mis à jour en septembre 2025, ainsi qu'une note relative aux mesures de protection définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004. Les événements et surfaces éventables ainsi que les dispositifs de découplage du site ont été listés et ont fait l'objet de travaux en 2025 (portes de découplage des

galeries inférieures, clapets anti-retour ATEX et surfaces éventables). Des travaux sont également prévus en fin d'année 2026 concernant la fermeture en toiture des boisseaux internes B1 à B6, avec la création d'une surface éventable au niveau du toit de chaque boisseau.

Lors de la visite d'inspection du 30/03/2026, l'inspection a constaté la présence des 3 clapets anti-retour récemment mis en œuvre sur le site.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a mis à jour son plan d'intervention afin d'inclure un plan des mesures de protection définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004.

**Conclusion :**

**La non-conformité précédemment identifiée est soldée. Pas de non-conformité constatée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de

confinement par les écoulements ;

- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, la non-conformité suivante avait été constatée :  
"Les justificatifs de calculs et de dimensionnement du bassin de confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, n'ont pas été présentés lors de l'inspection."

Par courrier daté du 20/09/2025, l'exploitant a transmis une note relative au confinement des eaux d'extinction incendie, datée de septembre 2025. Le calcul présenté dans la note aboutit à un volume de confinement de 256 m<sup>3</sup>. Le bassin de confinement du site présente un volume utile de 255 m<sup>3</sup>. En ajoutant le volume de rétention des réseaux d'eaux pluviales, le volume de confinement disponible sur site permet de répondre au besoin de 256 m<sup>3</sup>. Un plan de récolement des réseaux du site est inclus dans la note transmise par l'exploitant. Ce plan permet d'identifier les réseaux alimentant le bassin de confinement et les réseaux alimentant le bassin d'infiltration.

Lors de la visite d'inspection du 30/03/2026 et sur demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à un test de la fermeture de la vanne murale permettant d'isoler le bassin de confinement avant rejet. Le test a été concluant.

**Conclusion :**

**La non-conformité précédemment identifiée est soldée. Pas de non-conformité constatée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Matériel de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/1999, article 34

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de défense incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 16/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2026

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 3 mois, une réserve d'incendie ou à défaut plusieurs d'une capacité totale de 120 m<sup>3</sup> sera implantée à proximité des installations. Le niveau d'eau sera constamment maintenu.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, la non-conformité suivante avait été constatée : "La réserve d'incendie de 120 m<sup>3</sup> n'est pas présente sur site, et le poteau incendie présent à proximité ne permet pas de délivrer un volume équivalent pendant deux heures.". Cette non-conformité a fait l'objet de l'article 1-3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2025, associé à un délai de 6 mois.



Par courrier daté du 20/09/2025, l'exploitant a indiqué avoir fait le choix d'implanter une réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> à l'angle nord-ouest du site. Une visite sur site a été organisée avec le SDIS37 afin de confirmer l'implantation de la réserve. L'exploitant a sollicité un délai supplémentaire par rapport au délai de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, en s'engageant à réaliser les travaux d'implantation de la réserve et la réception de celle-ci par le SDIS37 avant fin décembre 2025. L'exploitant a joint à son courrier le bon pour accord du 18/09/2025 suite au devis n°DVE004693.00 établi par la société LABARONNE-CITAF pour une citerne fermée autoportante de 240 m<sup>3</sup>.

Lors de la visite d'inspection du 16/12/2025, le constat suivant avait été formulé : "Dans l'attente du remplissage complet en eau de la réserve incendie mise en œuvre sur le site, l'écart précédemment identifié n'est pas soldé. L'exploitant n'a pas encore satisfait à l'article 1-3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2025, pour lequel un délai supplémentaire a été sollicité afin d'effectuer les travaux d'installation de la réserve et la réception par le SDIS37 avant fin décembre 2025."

Par courrier daté du 21/01/2026, l'exploitant a indiqué avoir finalisé le remplissage de la réserve d'eau et avoir pris rendez-vous avec le SDIS37 le 30/01/2026 pour réceptionner le point d'eau. Le courrier de réception par le SDIS37 a été transmis à la DREAL (courrier daté du 05/02/2026).

Lors de la visite d'inspection du 30/03/2026, l'inspection a confirmé que la réserve d'eau présente sur site était remplie à pleine capacité.

**Conclusion :**

**La réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> mise en œuvre sur le site est remplie et opérationnelle. La non-conformité précédemment identifiée est soldée. L'exploitant a satisfait à l'article 1-3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2025.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure